**DEPARTEMENT DE LA SOMME
COMMUNE DE ROSIERES EN SANTERRE**

**REGLEMENT INTERIEUR DU COLUMBARIUM
AU CIMETIERE DE ROSIERES EN SANTERRE**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2213-7 et suivants et L.2223-1 et suivants,

Vu le Code Civil, notamment ses articles 78 et suivants,

Vu le Code Pénal, notamment ses articles 225-17, 225-18 et R 610-5,

Vu la délibération du conseil municipal ayant fixé les tarifs des concessions du columbarium, Considérant qu'il est nécessaire de prendre les mesures générales de police afin d'assurer l'ordre public, la sécurité publique et la décence dans l'enceinte du cimetière de la commune.

ARRETE

CHAPITRE 1er - Dispositions générales

Article 1 : Définition

Le columbarium édifié dans l'enceinte du cimetière de Rosières-en-Santerre est un équipement réalisé par la commune, dont l'entretien est à sa charge, permettant aux familles qui le désirent de déposer les urnes contenant les cendres des défunts.

Article 2 : Affectation d'office

Conformément à la législation en vigueur, le columbarium est affecté au dépôt des urnes cinéraires contenant les cendres des personnes qui étaient :

- décédées sur le territoire de la commune de Rosières,
- domiciliées à Rosières mais décédées à l'extérieur,
- non domiciliées dans la commune mais qui ont droit à une sépulture de

famille,

- de nationalité française établies hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrites sur la liste électorale de la commune.

Ainsi que :

- des militaires décédés au cours d'opérations de guerre ou de leur service militaire qui ont leur famille domiciliée dans la commune.

Article 3 : Dimensions

La dimension des cases du columbarium est de : 50 cm x 52 cm sur 45 cm de hauteur.

Les familles devront veiller à ce que les dimensions des urnes n'excèdent pas celles de l'espace prévu pour leur dépôt.

Dans le cas inverse, la commune ne pourra être tenue pour responsable de l'impossibilité de procéder à un tel dépôt.

Article 4 : Identification des urnes

Les cases du columbarium sont concédées par ordre numérique.

Article 5 : Inscription

Aucune inscription autre que celles des nom(s), prénom(s), année(s) de naissance et de décès n'est autorisée à l'exception, le cas échéant, des symboles de décorations, du libellé " Mort pour la France" et d'une photographie du défunt, d'un format maximum de 8 cm x 10 cm. Les lettres seront gravées sur la porte à la feuille d'or ; Le choix du graveur de la porte appartient à la famille. Les dimensions des lettres seront de 28 millimètres maximum, lettre bâton ou lettre anglaise.

Article 6 : Ornementation des cases

Dans un souci de préserver la propreté des abords du columbarium, l'autorité municipale est habilitée à enlever les plaques, gerbes et couronnes, qui seront déposées lors des funérailles, et à les remettre dans les endroits prévus à cet effet. Cette disposition prend effet un mois après les funérailles.

En ce qui concerne les plaques funéraires, celles-ci seront tenues à la disposition des familles pendant une durée d'un mois.

Article 7 : Dépôt des urnes

Aucun dépôt d'urne à l'intérieur d'une case de columbarium ne peut être effectué sans autorisation spéciale et écrite délivrée par le Maire. Cette autorisation n'est accordée que lorsque le droit d'occupation de la case est établi de façon certaine.

Le demandeur doit, lors du dépôt de l'urne déclarer son identité, celle de la personne incinérée, faire accompagner l'urne d'une attestation de crémation et présenter un titre d'existence de concession.

Les cases ne peuvent être ouvertes et fermées que par une entreprise de pompes funèbres agréée par la famille.

Article 8 : Retrait des urnes

Aucun retrait d'une urne d'une case du columbarium ne peut être effectué sans autorisation spéciale délivrée par le Maire.

Cette autorisation n'est accordée que sur présentation d'une demande écrite par le plus proche parent du défunt (le demandeur devra justifier de sa qualité de plus proche ayant-droit).

L'accord écrit du concessionnaire doit être obtenu pour l'ouverture de la case. En cas de décès du concessionnaire, l'accord d'un ayant droit sera nécessaire.

La juridiction judiciaire a seule compétence pour trancher les litiges qui naîtraient de désaccords familiaux.

Le retrait des urnes se fait sous la surveillance du Maire ou de son représentant.

Article 9 : Registre

L'identité des défunts, dont les urnes ont été déposées ou dont les cendres ont été dispersées, est consignée dans un registre spécialement tenu à cet effet en mairie.

CHAPITRE 2 - Concessions cinéraires

Article 10 : Concession d'emplacement

Les concessions de cases du columbarium ne constituent pas des actes de vente et n'emportent pas un droit de propriété en faveur de son titulaire, mais simplement un droit de jouissance et d'usage.

Les concessions de cases sont destinées à recevoir l'urne cinéraire contenant les cendres du concessionnaire, de son conjoint, de ses ascendants et descendants.

Chaque case peut recevoir 2 urnes (maximum 3) dès lors que les dimensions de celles-ci le permettent.

Article 11 : Catégories de concessions

Les concessions sont accordées pour une durée fixée par délibération du conseil municipal (durée de cinquante ans ou perpétuelle).

Article 12 : Demande de concession

Les demandes de concession de case de columbarium sont déposées à la mairie.

Le maire désigne l'emplacement de la case concédée. En aucun cas le concessionnaire n'a le droit de fixer lui-même cet emplacement.

Article 13 : Tarif des concessions

Les tarifs de concession sont fixés par délibération du conseil municipal. Dès la demande d'attribution ou de renouvellement, le concessionnaire doit acquitter les droits de concession au tarif en vigueur le jour de la signature.

Cette somme doit être versée en une fois ou en plusieurs fois après avis des services des finances publiques. Le produit de cette recette est à régler auprès du Receveur municipal.

La concession de la case ne prend effet qu'à la date de la signature et après règlement des droits.

Article 14 : Renouvellement des concessions

Chaque concession est renouvelable au tarif en vigueur applicable au jour du renouvellement ;

La décision de reprise est portée à la connaissance du public par voie d'affichage aux portes du cimetière et en mairie.

Un avis sera adressé aux ayants droits (si connus) des personnes incinérées dont l'urne est déposée, un an avant l'expiration de la concession, afin d'attirer leur attention sur la possibilité d'en demander le renouvellement.

A compter de la date d'expiration de la concession, les ayants-droits disposent encore d'un délai de deux ans pour effectuer la démarche auprès des services de la commune.

Le nouveau contrat de concession prend effet le lendemain du jour de l'expiration du contrat précédent.

Article 15 : Reprise des concessions

A défaut de renouvellement dans les délais impartis, la case du columbarium redevient possession de la commune.

La commune fera procéder au retrait de l'urne ainsi qu'au retrait d'éventuels signes ou

plaques apposés sur la case.

L'urne contenant les cendres et la porte seront remises à la famille.

Faute d'héritiers, les cendres seront dispersées sur le jardin du souvenir et la porte tenue à disposition pendant une année.

La case, redevenue libre, pourra faire l'objet d'une nouvelle concession.

Article 16 : Rétrocession des concessions

Les cases du columbarium devenues libres avant l'expiration de la durée de la concession, par suite du retrait des urnes qu'elles contenaient, peuvent faire l'objet d'un abandon au profit de la commune ou d'une rétrocession.

Article 17 : Jardin du souvenir

Toute personne, quel que soit son domicile, pourra demander par courrier, la dispersion des cendres sur le jardin du souvenir. De même, l'autorité municipale est habilitée à enlever les plaques, gerbes et couronnes, qui seront déposées lors des funérailles, et à les remettre dans les endroits prévus à cet effet.

EXECUTION DU REGLEMENT INTERIEUR

Toute infraction au présent règlement sera constatée par le représentant de la commune et les contrevenants poursuivis devant les juridictions répressives.

Le représentant de la commune sera chargé de l'exécution du présent règlement qui sera affiché au cimetière et à la mairie.

Fait à Rosières-en-Santerre,
Le 10/12/2020

Le Maire,